

PBI-France

Rapport d'activité pour l'année 2019

PBI-France est une association loi 1901 qui travaille en tant que « groupe national » de l'ONG internationale **Peace Brigades International**. Son siège est à Paris et son fonctionnement repose sur une coordinatrice salariée à mi-temps et des bénévoles. Sa mission essentielle est de soutenir les programmes de PBI dans les pays d'intervention (en 2019 : Mexique, Honduras, Guatemala, Colombie, Kenya, Indonésie, Népal). Ces programmes consistent à élargir l'espace de travail de militantes et militants des droits humains en leur assurant, à leur demande, un **accompagnement protecteur**, tant physique que politique, par des équipes de volontaires internationaux et/ou des équipes salariées de coordination. Ce soutien se traduit par l'envoi de volontaires formé.e.s, l'accueil de défenseur.e.s pour des tournées de plaidoyer, des contributions financières, la constitution d'un réseau d'alerte composé de personnalités pouvant être influentes. PBI-France travaille aussi à la sensibilisation du public français et entretient des rapports réguliers avec des associations œuvrant dans le même but.

En décembre 2019, Camille Ely a été remplacée par Yali Sequeira au poste de coordinateur (17,5h/semaine). PBI France a pu profiter, en juillet et août 2019, de la présence d'Aurore Choquet, volontaire de terrain en Colombie, qui a travaillé à nos côtés grâce à un financement de la coopération allemande.

Sommaire

- 1 – Les volontaires français.es
- 2 – Tournées de défenseur.e.s
- 3 – Conférences pour la sensibilisation du public français
- 4 – Alertes relayées dans le réseau de PBI-France
- 5 – Financements et transferts de fonds aux Programmes terrain
- 6 – Relations avec le milieu associatif
- 7 – Communication
- 8 – Formations
- 9 – Vie associative

1 – Les volontaires français.es

13 volontaires français.es étaient sur le terrain en 2019.

Mexique :

Florence Sonntag a terminé son année de mission en avril 2019.

Colombie :

Parmi les volontaires français.es qui ont fini leur mission en 2019, nous avons :

Agathe Chapelain a été en mission jusqu'en mars 2019.

Maelys Orellana a été en mission jusqu'en mai 2019.

Coraline Ricard a été en mission jusqu'en juin 2019.

Manon Fenoy a été en mission jusqu'en août 2019.

Sophie Helle a été en mission jusqu'en novembre 2019.

Chloé Rabiet a été en mission tout au long de l'année 2019, jusqu'au mois de février 2020.

En ce qui concerne les volontaires encore présent.e.s sur le terrain :

Aurore Choquet et **Coline Sovran** sont en mission jusqu'en juin 2020.

Jocelyn Roy a débuté son volontariat au mois de septembre 2019 et finira sa mission en mars 2021.

Guatemala :

Clémence Leduc et **Lucie Costamagna** sont respectivement arrivées au Guatemala au mois de mars et au mois de juin 2019. Parties pour un an de mission, elles seront de retour, respectivement, aux mois de mars et de juin 2020.

Honduras :

Arrivée au mois de juin 2018, **Vanessa Herault** a terminé sa mission en juin 2019.

Kenya : Aucun.e volontaire français.e n'est parti.e au Kenya pendant l'année 2019.

La coordinatrice de PBI-France a été en contact avec tou.te.s les volontaires au cours de l'année 2019 et certain.e.s se sont investi.e.s avec PBI-France avant leur départ ou à leur retour. En 2019, l'ensemble des programmes de PBI en Amérique Latine ont ouvert une phase de recrutement.

2 – Tournées de défenseur.e.s

Tournée de plaidoyer en France de Kate Wangui (18 - 21 juin), défenseure de droits humains kényane :

En 2012, Kate a suivi une formation appelée "Kenya tunauwezo" qui portait sur la paix et la gestion des conflits. Huit ans plus tard, Kate est une militante active des droits des femmes qui, en plus des nombreuses activités qu'elle mène avec d'autres organisations comme Plan International, TICAH (Trust for Indigenous Culture and Health) et CREAW (Centre for Rights Education and Awareness), est une membre engagée de la boîte à outils (*toolkit*) pour femmes défenseures des droits humains initiée par PBI Kenya.

Lors de sa tournée en France, Kate a réalisé les activités suivantes :

Le mardi 18 juin 2019, Kate a participé à une conférence publique au bar la Mutinerie. Elle est intervenue lors de cette conférence aux côtés d'Ynaée Benaben et Fatima Ouassak, deux militantes féministes françaises. Ainsi, elle a fait partie d'un panel de défenseures des droits humains luttant contre la violence de genre et son impact sur la société et les individus.

Le mercredi 19 juin, elle a rencontré Madame Valentine Sébile, l'assistante de Monsieur Michel Forst, rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseur.e.s des droits humains.

Elle a par la suite rencontré Madame Anne Souléliac, responsable droits de l'Homme au Barreau de Paris.

Le jeudi 20 juin, Kate a rencontré Monsieur Sacha Egard, rédacteur pour le Kenya au ministère de l'Europe et des affaires étrangères et membre de la sous-direction de l'Afrique Australe et de l'Océan Indien. Par la suite, Kate a rencontré Madame Véronique Gaymard, journaliste de RFI qui tient une chronique sur les défenseur.e.s de droits humains. En fin de journée, Kate a fait la connaissance de Monsieur François Marchand, président de Non-violence XXI et d'autres membres du Comité d'intervention civile de paix, dont Madame Cécile Dubernet, enseignante à l'Institut Catholique de Paris et membre du PBI-France.

Le vendredi 21 juin, elle a été interviewée par le média « Monsieur Mondialisation » sur des sujets tels que les droits des femmes, la violence de genre, la mutilation féminine, les violences policières, les exécutions extrajudiciaires et le *toolkit* mis en place avec PBI au Kenya .

Tournée de plaidoyer en France d'Esdra Sosa (13 - 15 novembre 2019), membre de l'association Arcoiris au Honduras:

Esdra Yaveth Sosa Sierra est une femme homosexuelle largement reconnue pour son activisme social pour la défense des droits LGBT+. Elle a commencé son activisme en 2007 en intégrant comme bénévole l'association LGBT+ Arcoiris au Honduras, dont elle est actuellement membre du bureau et coordinatrice du groupe de femmes lesbiennes et bissexuelles *Litos*. Elle dirige également l'unité juridique d'Arcoiris qui travaille sur les violations des droits humains depuis 2017 et représente le Groupe Litos au sein du Comité de la diversité sexuelle du Honduras. Dans le cadre de son activisme, elle a animé des processus de formation pour plus de 100 hommes homosexuels et femmes transsexuelles, ce qui lui a permis d'avoir une meilleure connaissance de la réalité et des problèmes de ce groupe. Pour Arcoiris, elle a également contribué à la réalisation de différents diagnostics : un relatif aux comportements, attitudes et pratiques concernant le VIH chez les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes ; un concernant la perception de l'homophobie chez le personnel de santé publique au Honduras (ciblé sur les étudiants universitaires de l'UNAH) ; et deux diagnostics de crimes haineux contre la population LGBT+.

Le mercredi 13 novembre 2019, Esdra a rencontré le président du groupe d'amitié France – Amérique Centrale de l'Assemblée nationale, le député Jean Luc Reitzer et son adjointe, Sylvie Malgouyard. Par la suite, Esdra a fait une intervention devant le Conseil parisien de la jeunesse. Elle a rencontré à cette occasion Madame Damamme, qui était présente en représentation de la Mairie de Paris, ainsi qu'un groupe de jeunes du Conseil parisien de la jeunesse.

Le jeudi 14 novembre, Esdra a rencontré Madame Apolline Blanchar (rédactrice pour l'Amérique Centrale au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères), Monsieur Florent Cheval (collaborateur de l'Ambassadeur pour les droits de l'Homme), Monsieur Boudou (rédacteur - société civile, droits humains au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères) et Monsieur Alexandre Bachelet (sous-direction des droits humains et des affaires humanitaires au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères , spécialisé en thématiques LGBT+).

Plus tard dans la journée, Esdra a rencontré Madame Eugénie Gangnet (chargée des droits humains de la délégation générale aux relations internationales de la Mairie de Paris), Monsieur Jean Luc Romero (Maire adjoint du 12eme arrondissement de Paris, secrétaire général du prix international de Paris pour les droits LGBT+). Toujours pendant la même journée, Esdra a rencontré Madame Anne Souléliac, la responsable droits de l'Homme au Barreau de Paris (Ordre des avocats de Paris) ainsi que Monsieur Théodore Malgrain, responsable de la coordination des fonds du Barreau de Paris Solidarité. Finalement, Esdra a participé à une conférence publique, au bar la Mutinerie, en tant qu'intervenante, aux côtés de Monsieur Sébastien Tüller, membre de la Commission d'Orientation sexuelle et Identité de Genre d'Amnesty International France. Cette conférence avait pour objectif de sensibiliser le public sur les questions LGBT+ en Amérique centrale.

Le vendredi 15 novembre, Esdra a rencontré Madame Véronique Gaymard, journaliste de RFI qui tient une chronique sur les défenseur.e.s de droits humains. Par la suite, elle a pu rencontrer des membres du Conseil National Consultatif des Droits de l'Homme (CNCDH), tels que Soraya Amrani-Mekki (Vice-présidente du CNCDH), Dominique Remy-Granger (responsable des travaux sur les LGBT+), Ophélie Marcel (Conseillère juridique) et Michel Tabbal (chargé de mission sur les questions européennes, internationales et du droit international humanitaire).

3 – Conférences pour la sensibilisation du public français

PBI France a organisé et participé à plusieurs conférences en 2019 :

- Projection débat « Territoire Q'anjob'al, ventre acosado, histoires de résistance au Guatemala » à Science Po Paris le 21 mars, à travers la participation de Ricardo Henao Galvis (ex volontaire terrain de PBI au Guatemala).
- Festival Pico y Pala :PBI France a participé, le vendredi 12 avril 2019, au ciné-débat organisé par le collectif Pico y pala qui a pour vocation de diffuser un cinéma latino-américain engagé. A l'affiche ce soir là, trois films: le premier soulignait les enjeux sociaux et économiques des communautés indigènes du Mexique notamment face aux méga projets extractivistes que connaît l'Amérique du Sud ("Nunca más un Mexico sin nosotras" de Maria Antonieta De la Puente sur le travail de Rocío Moreno) ; le second mettait en lumière les risques souvent mortels auxquels sont confrontés les défenseur.e.s des droits humains, tout particulièrement en Colombie (« Nos estàn matando, el grito de los lideres sociales en Colombia », d'Emily Wright & Tom Laffay) ; quant au troisième, il concernait le Honduras et tout particulièrement l'impact de l'assassinat, du 2 mars, de la défenseure environnementaliste Berta Caceres ("Berta no murió, se multiplicó" de Sam Vinal)

A l'occasion d'un temps d'échange, PBI France, représenté par Adjo Dogbolo et Charlotte Ivern, a répondu aux côtés d'Amnesty International et du collectif Ayotzinapa aux questions de la cinquantaine de spectateur/ice.s présent.e.s qui portaient sur des sujets variés tels que l'origine de la vocation des défenseur.e.s des droits humains, la convergence des luttes dans la région, la nécessaire visibilité des luttes et de leurs impacts ou encore les principales sources de dangers pour les défenseur.e.s.



- Le 18 juin, à l’occasion de la tournée de la défenseure des droits des femmes kényane Kate Wangis, PBI France a organisé une conférence intitulée « Lutter contre les violences de genre ; perspectives croisées France-Kenya » au bar La Mutinerie. En compagnie d'Ynaée Benaben (co-fondatrice d'En avant toute(s)) et de Fatima Ouassak (Fondatrice du Réseau Classe/Genre/Race), cette conférence a permis de dresser un panorama des violences de genre en France et au Kenya, mais aussi des solutions pour les combattre.
- Le 21 septembre, PBI France a participé à la Fête de la Paix au Creusot, organisée par le Collectif pour la Paix et le MAN 71. Brigitte Chambolle y a présenté le petit film « Les Brigadistes de la Paix », qui décrit l’accompagnement physique et politique apporté par les volontaires de PBI sur le terrain en Colombie, tant en milieu urbain que rural, avant de répondre aux questions de la quarantaine de participant.e.s à la conférence.
- Finalement, le 14 novembre, PBI France a organisé, à l’occasion de la tournée de la défenseure hondurienne Esdra Sosa Sierra, une conférence intitulée « LGBTQI+ en Amérique centrale : entre répression et résistance » au bar La Mutinerie à Paris. En compagnie de Sébastien Tuller (Amnesty International France), cette conférence a permis de parler de la discrimination, criminalisation et répression dont sont victimes les personnes LGBTQI+ au Guatemala, Honduras et Salvador. Les intervenant.e.s ont aussi parlé de résistance et de la lutte pour atteindre et/ou faire respecter les droits des personnes LGBTQI+.

2 – Alertes relayées dans le réseau de PBI-France

Envoyées par les programmes terrain, nous traduisons et relayons l'information auprès de nos partenaires (Ministère des Affaires étrangères, Barreau de Paris, ONG partenaires, Bureau du Rapporteur Spécial des Nations unies sur la situation des défenseur.e.s des droits de l'Homme, député.e.s ou sénateur.rice.s ciblé.e.s) ou aux personnes qui avaient préalablement rencontré des défenseur.e.s faisant l'objet de ces alertes.

15 février : alerte urgente MEP relative à la disparition forcée d'Obtilia Eugenio

26 mars : alerte urgente COP sur la région d'Uraba

5 – Financements et transferts de fonds aux programmes de terrain

En 2019, PBI a poursuivi son **rapprochement avec la Mairie de Paris**, qui nous avait accordé une subvention de **5 000 € en fin d'année 2018** pour un projet de développement de la boîte à outils pour femmes défenseuses des droits humains au Kenya. La Mairie de Paris nous a octroyé, en 2019, une **nouvelle subvention de 3 000 €** sur un projet de protection des femmes défenseuses au Honduras.

Le fonds **Non-violence XXI**, qui soutient fidèlement PBI depuis de nombreuses années, a accordé **3 600 € à PBI-Guatemala, 3 600 € à PBI-Kenya et 800 € à PBI-France.**

Depuis de nombreuses années également, le Fonds pour le développement de la vie associative (**FDVA**) du Ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative finance la formation de bénévoles ; en 2019 il a accordé **2 100 € à PBI-France**, soit un peu plus qu'en 2018 (1 750 €).

Le **Barreau de Paris** avec lequel PBI-France entretient des relations régulières a créé en 2012 un fonds de solidarité dont PBI-France a été l'un des premiers bénéficiaires. En fin d'année 2019, une subvention de 8 000 € a été versée à PBI-France (2 500 € pour PBI-Honduras, 2 500 € pour PBI Mexique et 2 000 € pour les activités en France), qui sera utilisée à cheval sur 2019 et 2020. Ainsi, 1000 euros de cette subvention ont été affectés aux activités de l'année 2019, tandis que les 7000 euros restants ont été affectés aux activités de l'année 2020.

Depuis 2014, le **Secours Catholique – Caritas France** subventionne annuellement **PBI-Honduras** à hauteur de **20 000 €**. En 2019, comme les années précédentes, **PBI-France** a conservé 5 000 € pour le développement d'activités sur le Honduras en France (réception de tournées de défenseur.e.s, publications, conférences...) ainsi que pour couvrir une part de ses frais généraux.

Même si les dépenses de PBI-France sont très modestes, les **dons de ses membres** l'aident à survivre : en 2019, cotisations, abonnements et dons représentent **environ 5 600 €**. Heureusement, ces fonds propres sont en légère hausse par rapport à 2018, où ils s'élevaient à 4 944 €. **Nous remercions chaleureusement toutes les personnes qui continuent à nous soutenir**, elles contribuent à préserver notre indépendance politique et la mise en place de nos actions.

6 – Relations avec le milieu associatif

PBI-France reste un membre actif du Réseau France Colombie Solidarités – RFCS. Nous avons participé à plusieurs réunions du Réseau au cours de l'année. En tant que membre du RFCS, PBI-France intègre le projet « Vamos por la Paz » financé par l'Agence Française de Développement,

mais n'a pas de responsabilité dans la mise en œuvre des activités de ce projet et ne perçoit pas de financement lié.

PBI-France a également continué à faire partie du **Comité pour l'Intervention Civile de Paix** et Charlotte Ivern, vice-présidente de PBI-France est membre du bureau du Comité depuis 2017. La collaboration avec le Comité a été importante concernant la mise en place du Diplôme universitaire « Intervention civile de Paix » proposé à l'institut Catholique de Paris. Nous avons aussi travaillé ensemble à l'occasion de l'organisation de nos week-ends de formation à l'intervention civile de paix en 2019.

PBI-France est également membre de **Non-violence XXI** et a participé aux deux réunions du conseil d'administration de l'association.

PBI-France fait partie d'une initiative lancée par Amnesty Internationale en France. Il s'agit de réaliser un travail de plaidoyer en travaillant en collaboration avec d'autres organisations telles que la FIDH, le CCFD, Greenpeace, entre autres, en suivi du Sommet mondial sur les défenseur.e.s des droits humains qui s'est tenu à Paris en octobre 2018. L'idée est de faire un plaidoyer commun qui pourrait pousser le gouvernement français à adopter un plan d'action sur les défenseur.e.s de droits humains. Le nouveau coordinateur a réitéré la volonté de PBI-France à suivre cette action et soutenir l'initiative en fonction de ses moyens.

PBI-France a également répondu présent à plusieurs réunions inter-associatives convoquées par ses partenaires de manière ponctuelle.

7 – Communication

Trois numéros de *Présence Internationale* ont été publiés en 2019. Nos publications sont distribuées en moyenne à 100 personnes et envoyées à environ 700 personnes via notre liste de diffusion. Nous avons aussi traduit le rapport annuel de PBI International en français en début d'année 2019, que nous avons fait imprimer et distribué à nos adhérent.e.s et partenaires.

PBI-France continue de développer ses comptes sur le réseau social **Facebook (1 362 abonné.e.s)** en publiant des nouvelles régulières des programmes terrains, des photos et des articles durant les tournées de défenseur.e.s en France ; ainsi que sur **Twitter (608 abonné.e.s)**.

Après un travail important de la coordination et de plusieurs bénévoles, le nouveau **site Internet** de PBI-France a vu le jour en 2018, afin de le rendre plus attractif et plus facile d'utilisation. En 2019 nous y avons publié de nombreux articles, réalisés par nos soins ou traduits par des bénévoles. Nous avons également relayé les offres de volontariat des différents pays dans lesquels nous menons à bien nos actions.

8 – Formations externes et internes

Deux journées d'initiation ont été organisées en 2019 : le 14 avril (12 participant.e.s) et le 8 décembre (10 participant.e.s y compris le nouveau coordinateur). Ces journées visent à présenter PBI, ses principes et modalités d'actions, ses programmes sur le terrain et les modalités de départ en volontariat. Des exercices pratiques d'intervention civile de paix y sont présentés. Ces journées permettent de mobiliser de nouveaux bénévoles et volontaires pour nos actions.

PBI-France a aussi organisé **deux week-ends de formation à l'intervention civile de paix**. Initialement prévue fin 2018, la première formation a eu lieu les 12 et 13 janvier 2019 et a réuni 16 participant.e.s. La deuxième a eu lieu les 29 et 30 juin 2019 et a réuni 13 participant.e.s. Ces week-ends étaient financés par la subvention FDVA 2018 et 2019.

Trois sessions de formations à l'intervention civile de paix ont été organisées pour un public étudiant, le 9 mars (année 2018-2019 – 25 participant.e.s) et les 11 et 12 octobre (année 2019-2020 – 23 participant.e.s) à l'IHEI d'Aix-en-Provence et le 23 novembre à la Sorbonne à Paris organisée par l'association étudiante Polititis (10 participant.e.s), animées par Charlotte Ivern et l'équipe de bénévoles formatrices, en collaboration avec le Comité ICP.

Conscient des enjeux de sensibilisation à l'ICP, **PBI s'est doté d'une équipe de formatrices bénévoles**, animée par Charlotte Ivern. Un appel à bénévoles a été lancé en mai 2019. 6 candidates ont ensuite participé à une journée de formation de formatrices organisée le 13 juillet dernier par Charlotte Ivern, avec le soutien de la coordinatrice, Camille Ely. Aujourd'hui 4 formatrices sont pleinement actives au sein de cette équipe.

PBI-France a également participé activement à **l'élaboration du 1^{er} Diplôme universitaire francophone sur l'intervention civile de paix**, sous la houlette du comité ICP et en partenariat avec les autres associations partenaires de cette plateforme. Ce diplôme, dont la première édition s'est déroulée de septembre à mars 2020, se compose de 4 modules en ligne (Concept de l'ICP, médiation & ICP, Cadre juridique, Sécurité et action de terrain) encadré par deux semaines de formation en présentiel dont une semaine de simulation. La prochaine édition devrait s'ouvrir avant l'été 2020.

9 – Vie associative

L'assemblée générale s'est tenue le 10 mars 2019, qui a vu un renouvellement des membres du CA, et le **CA** de l'association s'est réuni à 3 occasions (23 mai, 25 septembre et 16 décembre). Une réunion de préparation de l'assemblée générale s'est tenue le 6 mars. 5 réunions de bénévoles se sont tenues en 2019 (28 janvier, 5 mars, 16 avril, 4 juin, 9 octobre).

En 2019, PBI France a sélectionné et formé une équipe de formatrices à mêmes d'animer les journées d'initiation et les week-ends sur l'intervention civile de paix que PBI France organise. Il y a eu 2 réunions de l'équipe formation, plus 3 réunions préparatoire de journée d'initiation, en plus de la session de formation pour les formatrices, et 3 formations ont été animées pour des universités (voir plus haut).

Pendant cette année, de nouveaux outils numériques de travail ont été mis en place afin de surmonter certaines difficultés logistiques liées à l'éloignement géographique séparant des membres du CA de l'association et la coordination à Paris. Ainsi, les réunions du CA de l'association ont été menées à bien grâce à l'utilisation de logiciels tels que Skype ou Jitsi, palliant le fait que la présidente de l'association résidait au Sénégal et que la trésorière de l'association habite à Montpellier. Toujours dans le même ordre d'idée, de nombreux échanges se sont faits grâce à la plateforme coopérative Google Drive qui a permis de faciliter la communication de documents de travail entre les membres du CA de l'association et la coordination à Paris. Cela a notamment fluidifié les échanges entre la trésorière de l'association et la coordinatrice en ce qui concerne la gestion courante des dépenses de l'association et la comptabilité.